



solidaires

ÎLE DE FRANCE

Journal de l'Union régionale des syndicats CFDT d'Île-de-France • n°498 • Octobre 2013



• DOSSIER GRAND PARIS

• L'ÉQUIPE RÉGIONALE

• TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

RASSEMBLEMENT DES ÉLUS

À travers le projet de Métropole du Grand Paris, plusieurs visions de l'avenir de notre région s'affrontent. Échange sur les enjeux du développement, de la cohésion et de la gouvernance territoriales avec Daniel Behar, géographe et professeur à l'institut d'urbanisme de Paris (université Paris-Est Créteil Val-de-Marne).



« La métropole, là où tout bouge, où tout est ouvert »

Quelle est la place de l'Île-de-France par rapport aux autres métropoles mondiales ?

En 2007, au moment du lancement du Grand Paris, c'était la grande question : la place de Paris par rapport aux métropoles, surtout asiatiques. Pour moi, le problème n'est pas là. Si on constate un développement généralisé des métropoles, celles-ci sont de natures très différentes. Paris est spécifique pour trois raisons liées au modèle français. D'abord, la métropole parisienne est généraliste, ce qui la différencie des autres qui sont plutôt spécialisées d'un point de vue économique. Elle est aussi productive, avec une production qui irrigue l'ensemble de l'appareil productif français. Enfin, elle est très intégrée au système territorial français.

Qu'est-ce que le « Grand Paris » a modifié ?

Il y a un élément très positif, c'est le changement de paradigme de l'aménagement du territoire longtemps dominé par « Paris et le désert français ». On reconnaît aujourd'hui que le Grand Paris a une fonction de locomotive, qu'il ne s'oppose pas aux autres territoires, mais au contraire agit pour l'intégration nationale via la redistribution publique. On com-

prend qu'il faut développer la métropole car c'est là que se concentre la production de richesses et c'est aussi là que se fabrique la capacité à la redistribuer. Du coup, une fantastique dynamique se met en place, une capacité de mobilisation des acteurs socio-économiques, et en particulier des grands groupes économiques. Pour autant, la dynamique francilienne reste en panne. Plutôt qu'avec Londres, c'est avec Nantes ou la Région Rhône-Alpes qu'elle est en concurrence ! Cette panne est liée à la faible attractivité résidentielle de l'Île-de-France, qui a pour conséquence un solde migratoire négatif sur toutes les tranches d'âge à partir de 35 ans. Notre région ne capte que les étudiants et les premiers emplois...

Quel est votre regard sur les projets actuels ?

Au-delà de la dynamique positive, le projet lui-même ne me semble pas à la hauteur des questions posées. On a construit un nouveau modèle de planification comme celui des villes nouvelles des années 70. On fait comme si, dans 25 ans, tous les Franciliens allaient vivre comme les Parisiens grâce au métro en banlieue. Et toute la stratégie de développe-

ment de la compétitivité de la métropole parisienne repose sur ce système de transport lourd. Le « métro pour la banlieue » a certes une valeur mobilisatrice, mais le grand changement, c'est la connexion au RER. Il y aura certes un report modal vers les transports en commun. Mais dans 20 ans, la voiture restera dominante. Ce sont les usages qui vont changer. Des mutations économiques et sociales sont déjà à l'oeuvre. On a donc du mal à penser les effets d'interaction que ce projet va produire. Il faut développer notre capacité à penser ces interactions. La métropole n'est pas l'agglomération en plus grand, plus peuplé, mais là où tout bouge, où tout est ouvert.

Comment voyez-vous la place du citoyen et les modes de gouvernance ?

Le changement d'échelle doit permettre d'ouvrir le jeu. Ce qui fait la métropole, ce sont les croisements multiples entre les gens qui y habitent, y travaillent, y consomment. Le fonctionnement traditionnel de la démocratie locale basé sur la nostalgie de « bassins de vie » agrégeant au niveau de la proximité tous nos usages de l'espace a fait long feu et les élus locaux en ont d'ailleurs conscience. Sur la gouvernance elle-même, je ne crois pas à une institution du Grand Paris gérant l'ensemble des questions. La commune reste l'ancrage premier du citoyen et du système politique français, comme contrepoids dans l'imaginaire des français à l'hypér-centralisme. Je crois davantage à une métropole « confédérale ». On ne peut pas penser la métropole comme une institution fermée mais comme un système ouvert capable de construire du dialogue.

Propos recueillis par
Judith BOUMENDIL
& Jean-Jacques DENIZARD